



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Régionale
du Travail, de l'Emploi
et de la Formation Professionnelle
d'Ile-de-France

Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Ile-de-France

Dossier mensuel de conjoncture

1^{er} avril 2010

Présentation

- Ce diaporama vous est adressé le 1^{er} jour ouvrable de chaque mois
- Il présente, sous forme de graphiques et de commentaires synthétiques, les évolutions les plus récentes de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques
- Ce document a vocation à compléter, sur un champ plus large, notre publication mensuelle commune avec Pôle emploi sur le marché du travail en Île-de-France, diffusée quelques jours auparavant.
- Vous continuerez à recevoir, par ailleurs, notre publication trimestrielle « Bref Île-de-France » qui propose des analyses plus complètes sur le fonctionnement du marché du travail francilien.
- N'hésitez pas à nous adresser par mail vos remarques sur ce diaporama :

dr-idf.statistiques@travail.gouv.fr

SOMMAIRE

t Synthèse régionale

§ Page 4

t Marché du travail

§ Page 5 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois

§ Page 6 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par département

§ Page 7 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par sexe

§ Page 8 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par âge

§ Page 9 : flux d'entrées et de sorties de Pôle emploi

§ Page 10 : taux de chômage (INSEE)

t Emploi

§ Page 11 : offres d'emploi confiées à Pôle emploi

§ Page 12 : évolution récente de l'intérim

§ Page 13 : évolution récente de l'emploi salarié

t Accompagnement des mutations économiques

§ Page 15 : activité partielle

§ Page 16 : procédures de licenciement collectif

§ Page 17 : inscriptions à Pôle emploi après licenciement économique et adhésion CRP/CTP

Synthèse régionale

MARCHE DU TRAVAIL

En février 2010, le nombre d'inscrits en catégorie A à Pôle emploi a légèrement reculé (-0,2%), alors qu'en France métropolitaine, celui-ci a faiblement progressé : +0,1%. Comme le mois précédent, le nombre de seniors a augmenté sensiblement, alors que celui des jeunes a poursuivi son repli.

Le nombre d'inscrits en catégorie ABC est stable dans la région alors qu'il a un peu augmenté en France métropolitaine (respectivement +0,0% et +0,2%). Les inscriptions depuis au moins un an continuent à augmenter à un rythme rapide (+1,6%), sous l'effet des nombreuses entrées à Pôle emploi début 2009 et des difficultés de retour à l'emploi observées depuis.

Le taux de chômage francilien a fortement augmenté au 4^{ème} trimestre 2009 : il s'est établi à 8,4% de la population active francilienne soit + 0,5 point en un trimestre. Il reste néanmoins 1,2 point en dessous du taux national.

EMPLOI

Le recul de l'emploi salarié francilien s'est poursuivi au 4^{ème} trimestre 2009 à un rythme proche de celui observé le trimestre précédent : -0,4%, soit 18 000 suppressions de postes. Le volume des offres d'emploi adressées à Pôle emploi demeurent, ces derniers mois, un peu supérieur au très bas niveau du troisième trimestre. L'intérim enregistre une hausse sensible en décembre.

MUTATIONS ECONOMIQUES

Les autorisations d'activité partielle accordées en février sont en repli, confirmant la tendance observée ces derniers mois.

48 procédures de licenciement collectif ont été notifiées à l'administration en février, soit un niveau comparable à celui observé le mois précédent

Le nombre d'entrées à Pôle emploi après un licenciement économique, une adhésion à une CRP ou à un CTP, a nettement décliné en février après avoir été assez stable au cours des mois précédents.

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de février 2010

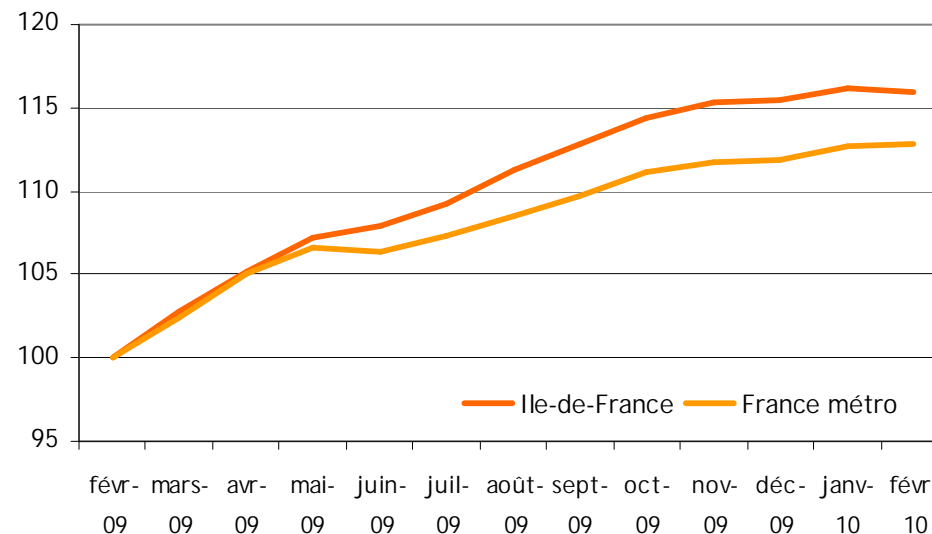
q La demande d'emploi francilienne de catégorie A a reculé en février 2010 : -900 inscrits. Cette légère baisse traduit une évolution plus favorable que celle observée en France métropolitaine (+0,1 %).

q Si l'on inclut les demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite (catégorie ABC), le nombre d'inscrits est stable dans la région : +0,0 % soit +140 demandeurs d'emploi immédiatement disponibles. En France métropolitaine, on observe une progression de +0,2 %.

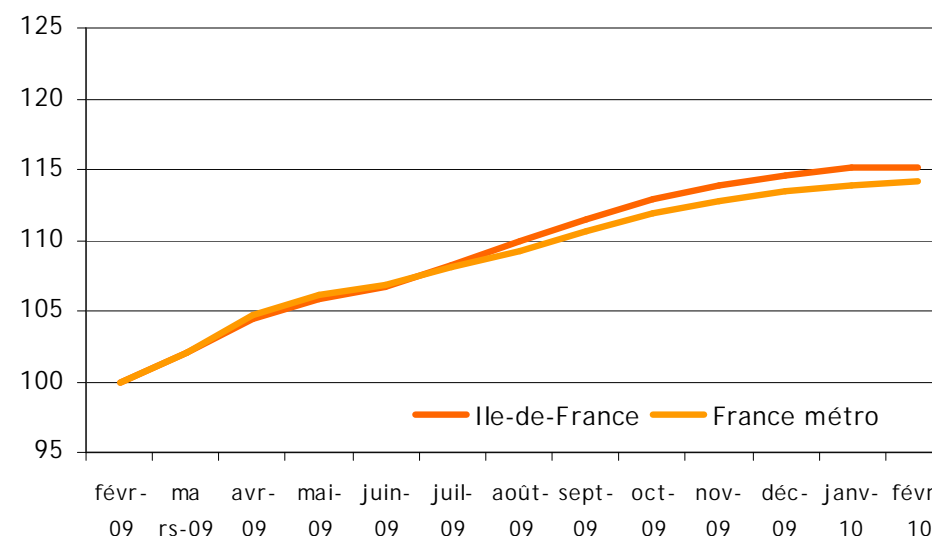
q Le marché du travail francilien suit maintenant une évolution très proche de celle observée au niveau national. Depuis trois mois, les variations mensuelles sont faibles, indiquant une stabilisation progressive du nombre d'inscrits à Pôle emploi.

Février 2010	Ile-de-France	France	Variation sur un mois (%)		Variation sur un an (%)	
			Ile-de-France	France	Ile-de-France	France
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	502 740	-2 667 900	-0,2	+0,1	+15,9	+12,8
Catégorie ABC (actes positifs de recherche d'emploi)	696 580	3 872 900	+0,0	+0,2	+15,2	+14,1

Évolution Ile-de-France / France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS - Indice 100 en février 2009)



Évolution Ile-de-France / France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC (données CVS - Indice 100 en février 2009)



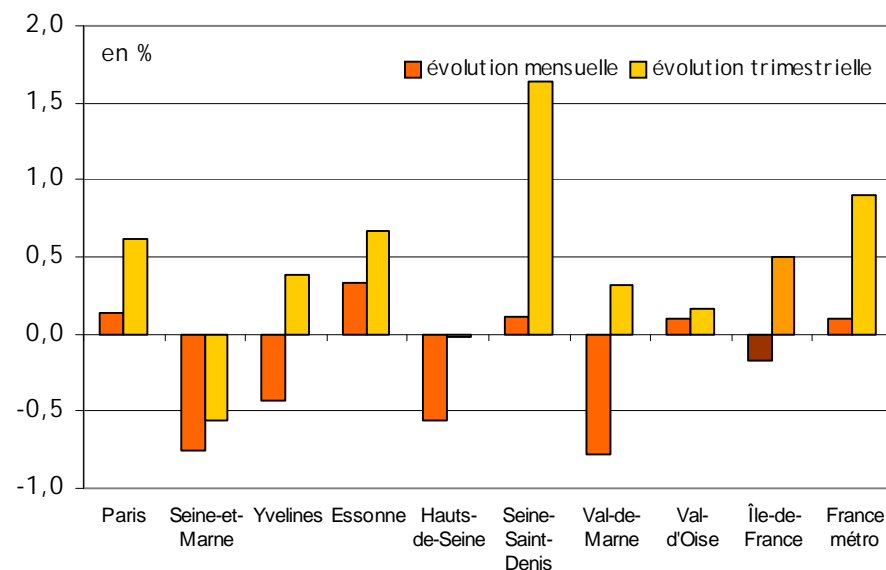
Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DRTEFP / SEPES

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de février 2010

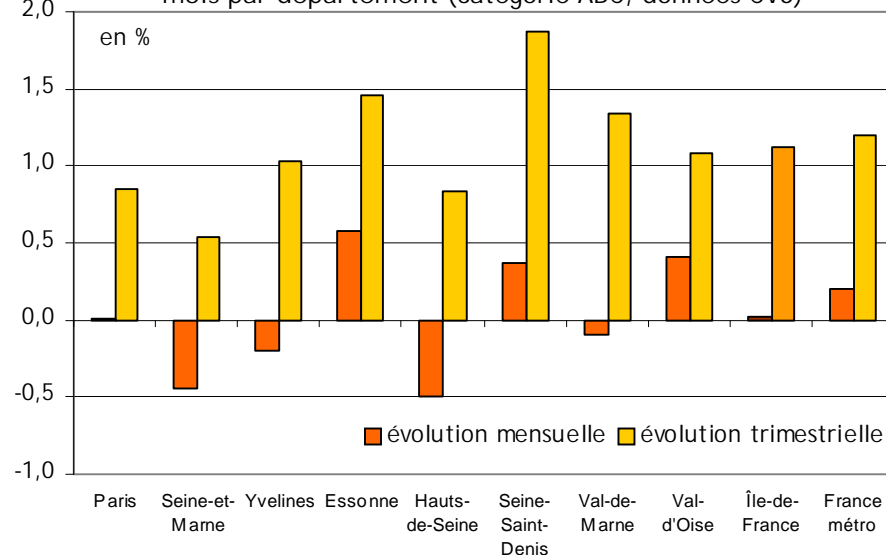
- Par département, on enregistre autant de hausses que de baisses du nombre d'inscrits en catégorie A.
- Sur trois mois, la plus forte augmentation concerne la Seine-Saint-Denis. Mais ce département avait jusqu'ici été moins touché par la dégradation du marché du travail, avec Paris. La Seine-et-Marne, qui avait rapidement et fortement été affectée par la dégradation de la conjoncture, enregistre sur trois mois un repli du nombre d'inscrits en catégorie A.
- Les évolutions départementales de la demande d'emploi étaient très différenciées au début de la crise. On observe maintenant un resserrement de ces évolutions. Quelques différences subsistent, mais elles ne sont plus aussi fortes qu'il y a quelques mois.

CVS	cat. A	évolution mensuelle	cat. ABC	évolution mensuelle
Paris	112 320	0,1	165 180	0,0
Seine-et-Marne	47 510	-0,8	65 940	-0,4
Yvelines	47 820	-0,4	65 810	-0,2
Essonne	41 870	0,3	57 350	0,6
Hauts-de-Seine	62 040	-0,6	84 930	-0,5
Seine-Saint-Denis	83 460	0,1	111 330	0,4
Val-de-Marne	53 820	-0,8	73 420	-0,1
Val-d'Oise	53 900	0,1	72 620	0,4
Île-de-France	502 740	-0,2	696 580	0,0
France métro	2 667 900	0,1	3 872 900	0,2

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie A, données CVS)



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS)



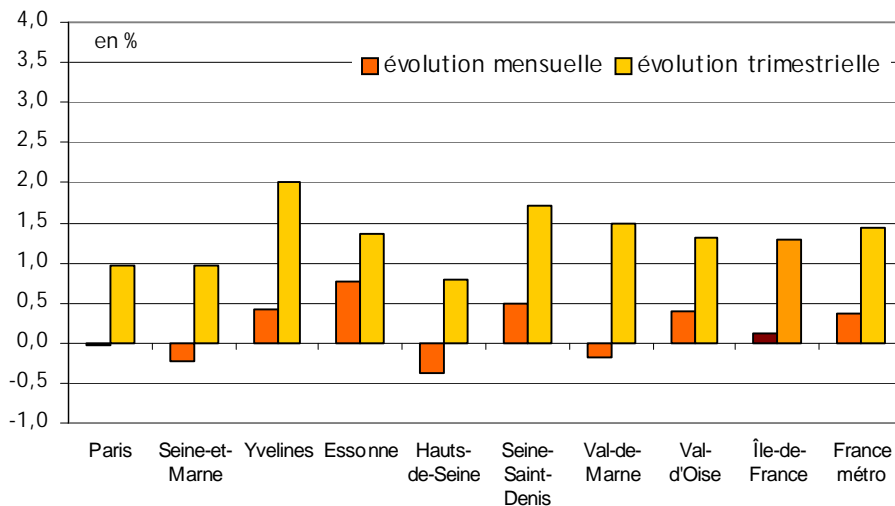
Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DRTEFP / SEPES

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de février 2010

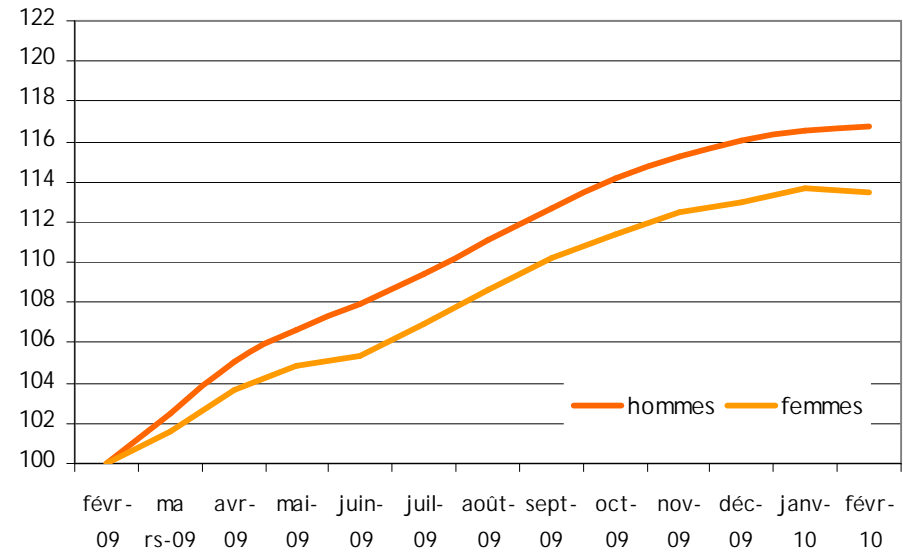
La demande d'emploi selon le sexe

- Le nombre d'hommes inscrits à Pôle emploi avait augmenté dès le début de la crise.
- A partir du deuxième semestre 2009, les évolutions ont été très proches pour les hommes et pour les femmes.
- En février 2009, on observe un recul un peu plus important pour les femmes (respectivement -0,3 % et -0,1 % en catégorie A).
- Sur trois mois, les évolutions de la demande d'emploi par sexe sont identiques dans la région et en France métropolitaine.

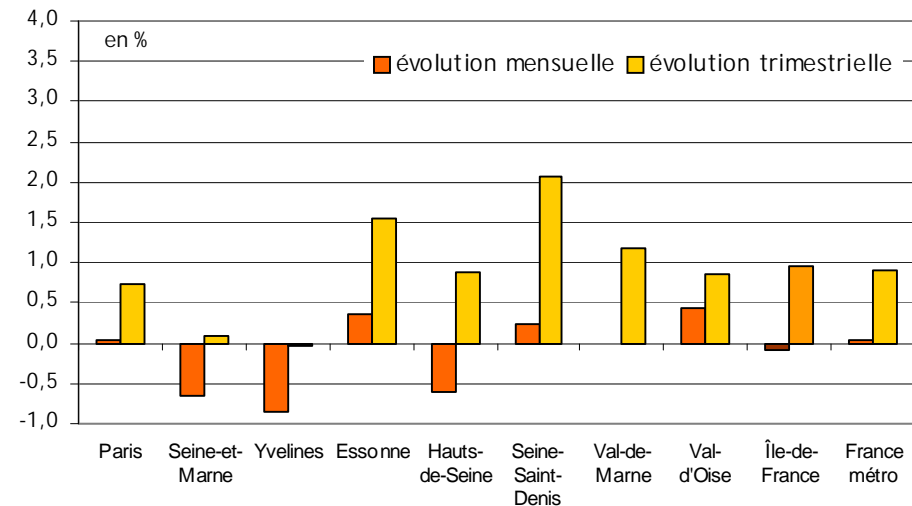
Évolution du nombre d'hommes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon le sexe (catégorie ABC, données CVS - indice 100 février 2009)



Évolution du nombre de femmes inscrites en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)

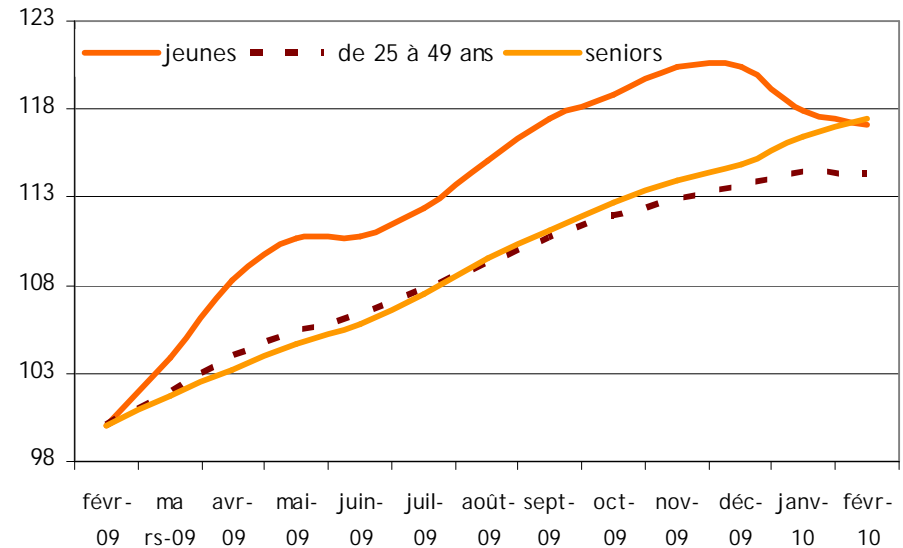


Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de février 2010

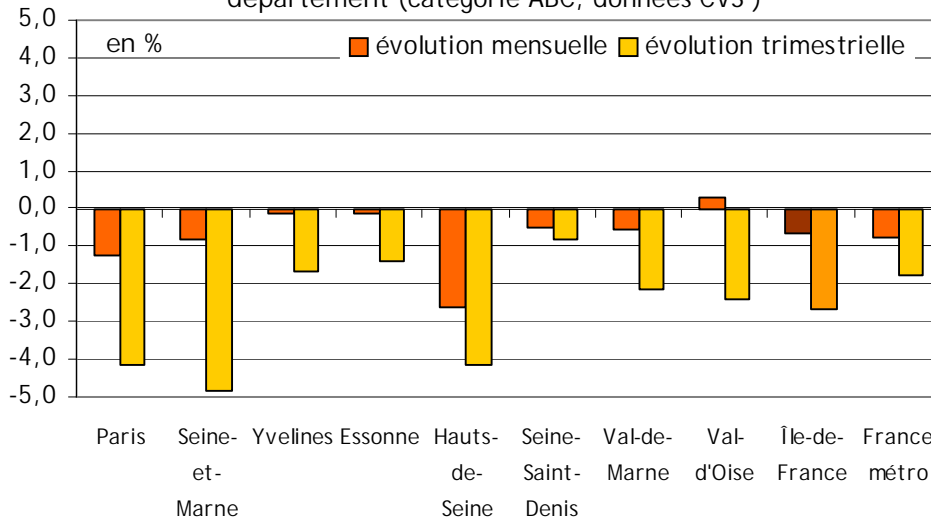
La demande d'emploi (catégorie ABC) selon l'âge

- q Le nombre de jeunes inscrits à Pôle emploi a de nouveau sensiblement diminué en février (-0,7 % en catégorie ABC), sous l'effet des mesures du plan de relance gouvernemental en faveur des jeunes et de la reprise de l'intérim.
- q En un trimestre, ce nombre a reculé dans tous les départements franciliens. La baisse est un peu plus forte qu'en France métropolitaine.
- q A contrario, la hausse de la demande d'emploi se poursuit pour les seniors (+0,9 % en janvier), en Île-de-France comme en France métropolitaine.

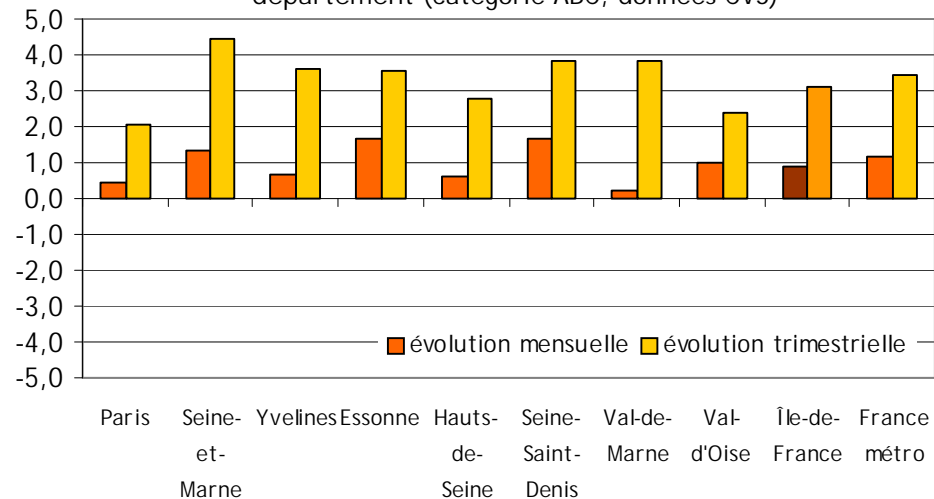
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois selon l'âge (catégorie ABC, données CVS - indice 100 février 2009)



Évolution du nombre de jeunes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Évolution du nombre de seniors inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



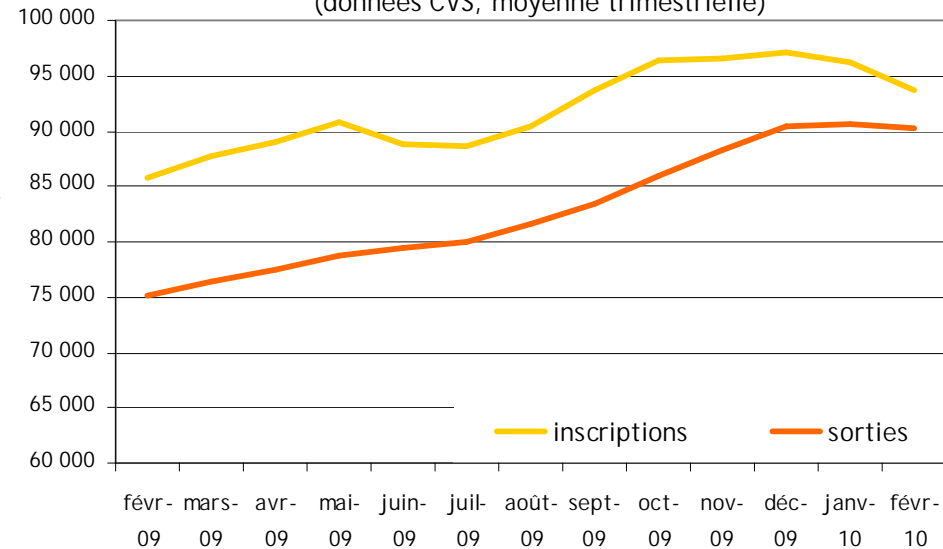
Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DRTEFP / SEPES

Les entrées et les sorties à la fin du mois de février 2010

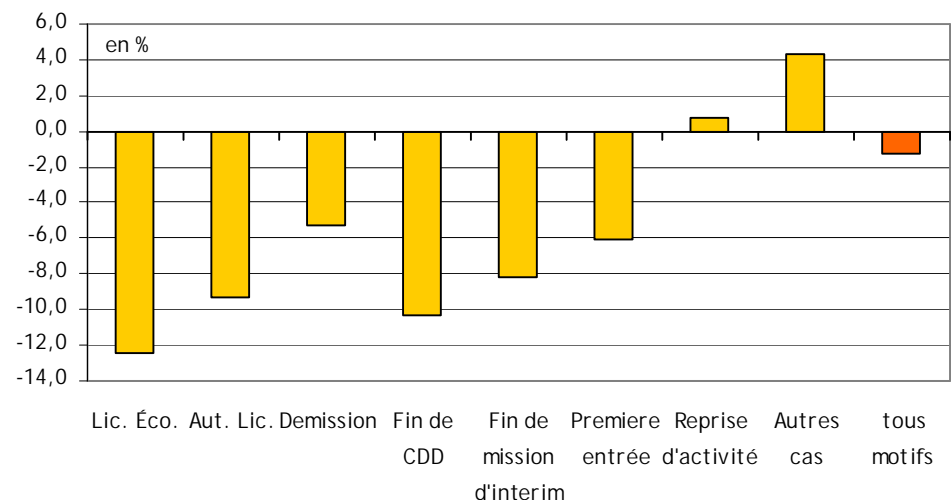
Les entrées et les sorties de Pôle emploi

- q Les mouvements d'entrée et de sortie de Pôle emploi restent très nombreux. On observe toutefois un léger recul des entrées.
- q Il faut remonter à fin 2005 pour trouver un niveau aussi élevé.
- q L'analyse des motifs d'entrée est rendue très difficile par la montée, importante et continue, du nombre d'inscriptions dont le motif est inconnu (près de 40% du total). De ce fait, toutes les entrées pour motif connu apparaissent orientées à la baisse.
- q Les sorties pour une reprise d'emploi (identifiée dans les fichiers de Pôle emploi) semblent se stabiliser au cours de ces derniers mois. Elles seraient plus nombreuses qu'un an auparavant.

Évolution des entrées et des sorties de Pôle emploi en Ile-de-France, entre février 2009 et février 2010 (données CVS, moyenne trimestrielle)



Évolution trimestrielle des entrées à Pôle emploi en Ile-de-France, par principaux motifs (données CVS, moyenne trimestrielle)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DRTEFP / SEPES

Le taux de chômage au 4^{ème} trimestre 2009

q Au cours du quatrième trimestre 2009, le taux de chômage francilien s'est établi à 8,4 % de la population active, soit + 0,5 point par rapport au trimestre précédent (chiffres provisoires, susceptibles d'être révisés).

q Le taux de chômage régional augmente au même rythme que celui observé en France métropolitaine.

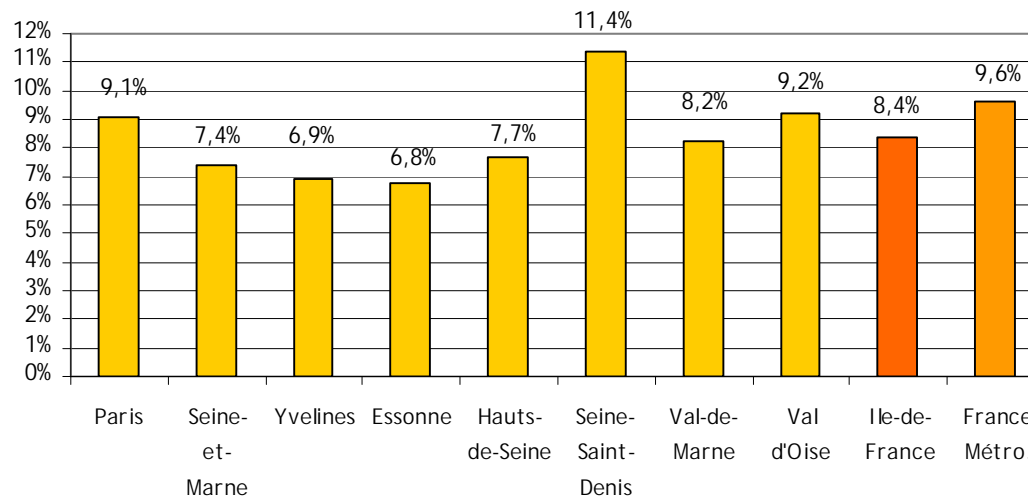
q Après une pause au troisième trimestre, la hausse est de nouveau vive.

q La hausse est très forte en Seine-Saint-Denis (+0,8 point en un trimestre). C'est l'une des plus élevées de France métropolitaine.

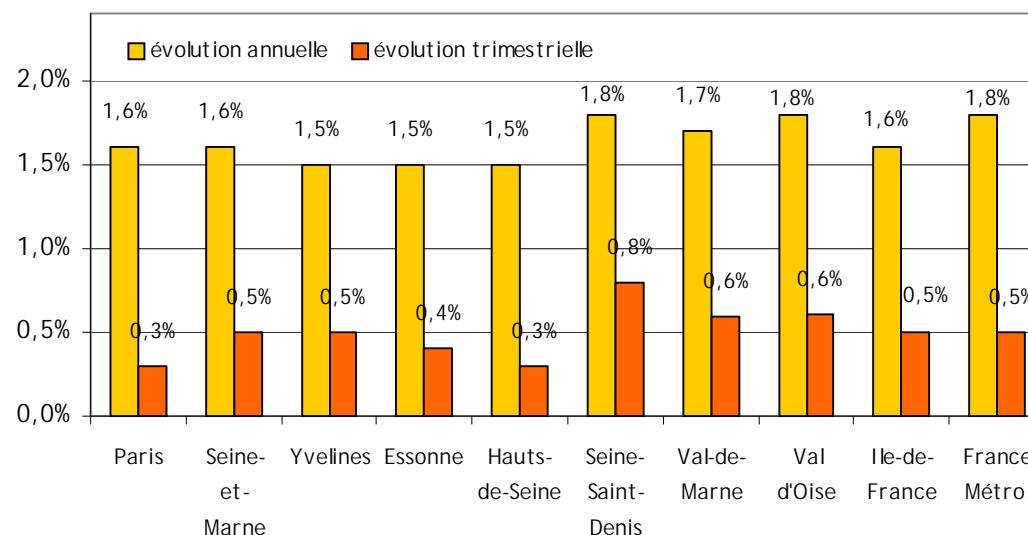
q Le Val-de-Marne et le Val-d'Oise enregistrent également des progressions importantes de leur taux de chômage.

q En rythme annuel, les hausses sont fortes dans tous les départements franciliens, et proches de la moyenne nationale.

Taux de chômage localisé au 4^{ème} trimestre 2009



Évolution du taux de chômage localisé au 4^{ème} trimestre 2009



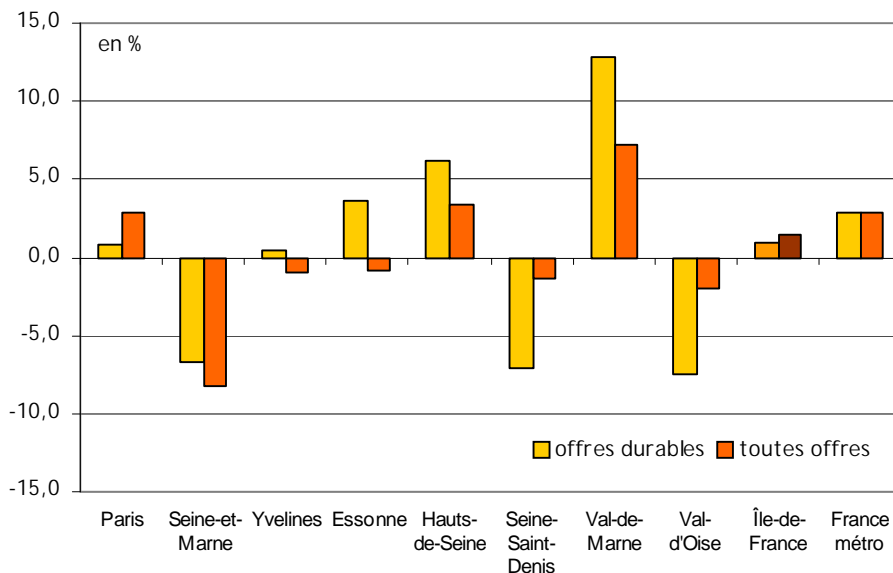
Sources : INSEE - traitement : DRTEFP / SEPES

Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi à fin février 2010

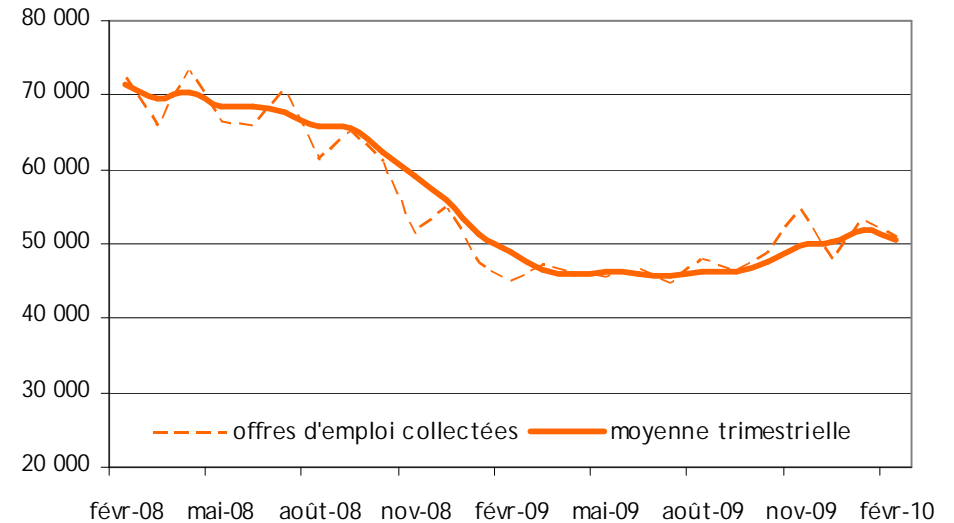
q Après avoir baissé de près de 30 % depuis le début de la crise, les offres d'emploi confiées à Pôle emploi sont dorénavant un peu plus nombreuses, notamment celles de courte durée.

q Toutefois, la chute observée fin 2008 et début 2009 n'a pas encore été effacée et le nombre d'offres reste inférieur de plus 25% au niveau d'avant la crise.

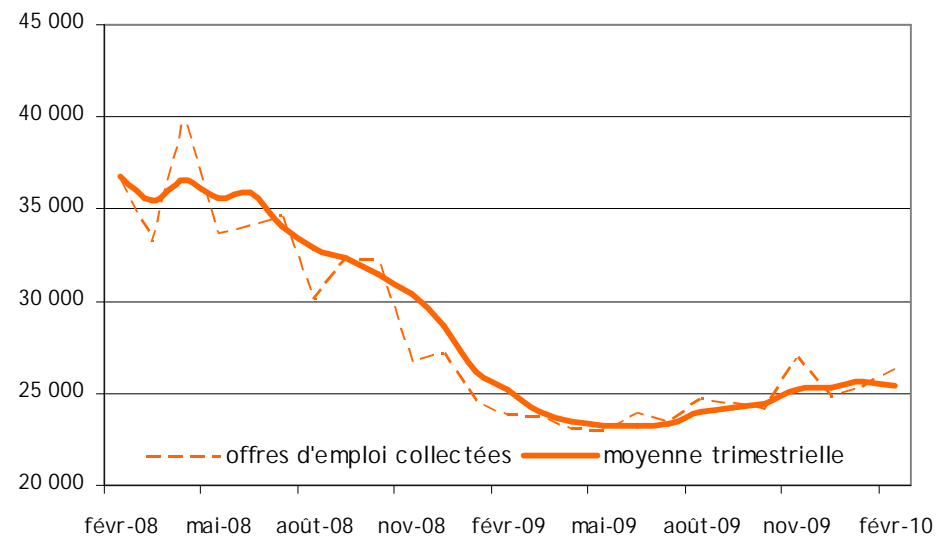
Évolution du nombre d'offres d'emploi enregistrées au cours des 3 derniers mois, par rapport aux 3 mois précédents (données CVS)



Évolution du nombre d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi depuis février 2008 (données CVS)



Évolution du nombre d'offres d'emploi durable confiées à Pôle emploi depuis février 2008 (données CVS)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DRTEFP / SEPES

L'intérim à fin décembre 2009

q Près de 260 000 contrats conclus au mois de décembre 2009, ce qui représente en moyenne 97 200 emplois en équivalent temps plein (EETP).

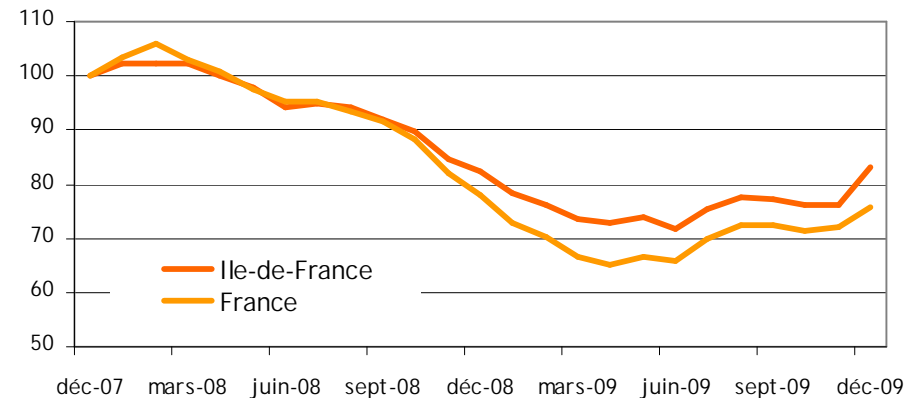
q Une forte hausse du nombre d'intérimaires ETP : +9,4% par rapport à novembre 2009, ainsi que du nombre de contrats conclus (+10,4%) (données CVS).

q Même si la hausse est plus faible que les mois précédents, la fabrication de matériel de transport (automobile...), le commerce de détail et les transports et entreposage continuent à augmenter leur appel à l'intérim.

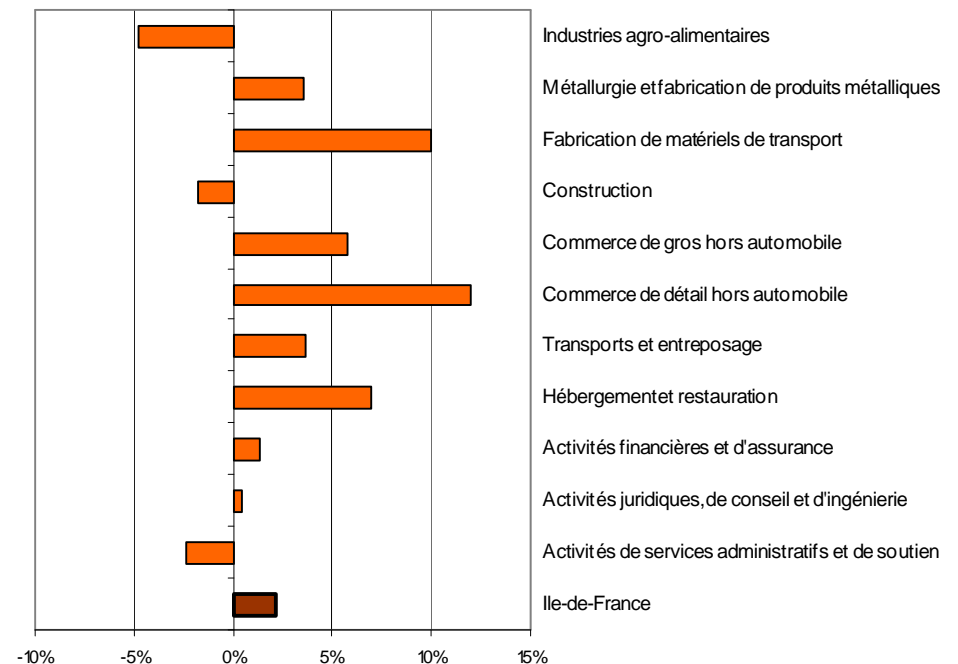
q L'intérim progresse également au cours du quatrième trimestre dans l'hébergement et restauration, dans la métallurgie et dans le commerce de gros.

q Peu de secteurs d'activités enregistrent un recul : plus faible qu'auparavant pour le BTP (-1,8% ce trimestre par rapport au précédent) et pour les activités de services administratifs (-2,4%), plus important pour les industries agro-alimentaires (-4,8%).

Evolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP (données CVS/CJO - base 100 à décembre 2007)



Evolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP par principaux secteurs d'activité



L'emploi salarié au 4^{ème} trimestre 2009

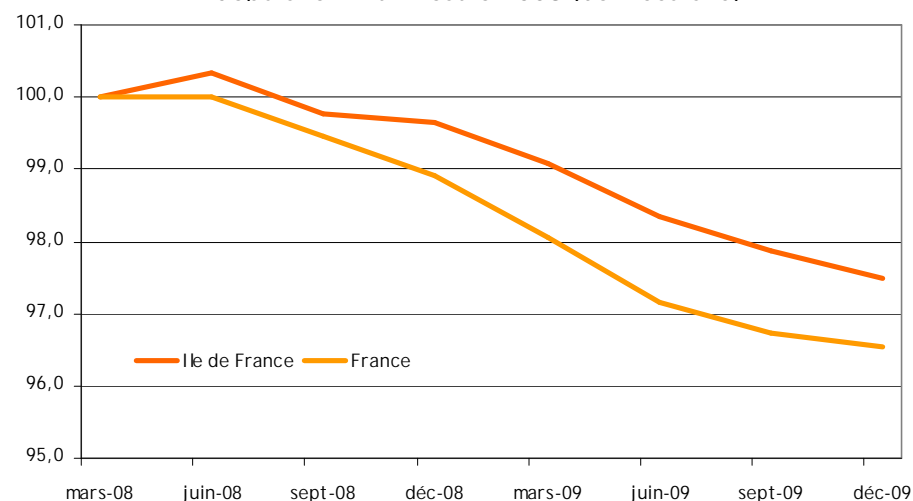
q Au 4^{ème} trimestre 2009, les destructions d'emploi se sont poursuivies en Île-de-France comme en France métropolitaine.

q Selon l'URSSAF, l'emploi salarié privé francilien enregistre une baisse trimestrielle de -0,4 % (soit moins 17 000 emplois). Pôle emploi annonce également un repli de l'emploi salarié francilien de -0,4% en un trimestre.

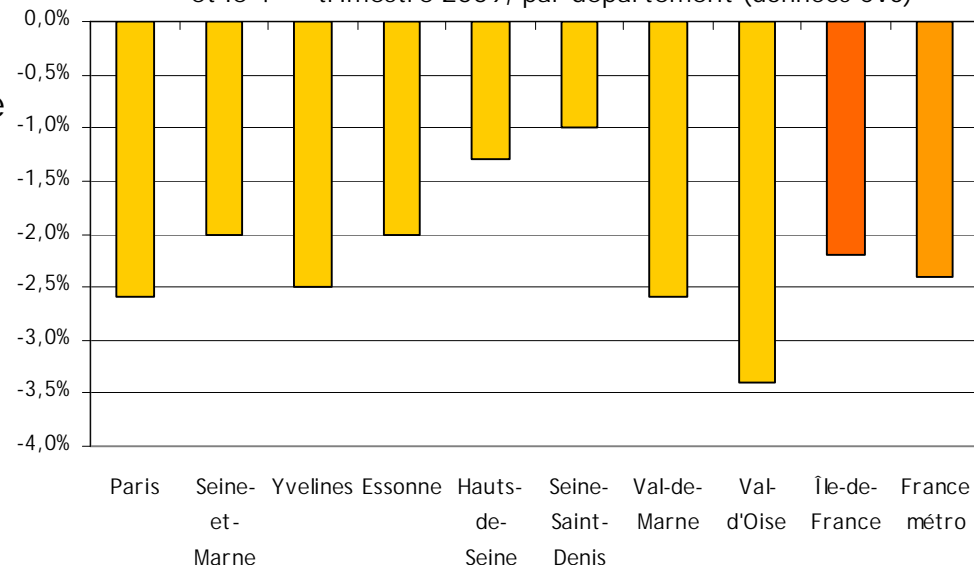
q En un an, l'emploi salarié privé a diminué de près de 100 000 en Île-de-France selon l'URSSAF (- 81 000 selon Pôle emploi, sur un champ plus restreint). Cette baisse est nettement plus élevée que lors de la précédente crise. La diminution de l'emploi salarié régional est assez proche de celle observée en France selon l'URSSAF (respectivement -2,2 % et -2,4 %). Selon Pôle emploi en revanche, la région a été moins affectée que le reste du pays.

q Tous les départements sont touchés par cette dégradation. Avec -3,4 %, la baisse est la plus forte dans le Val-d'Oise.

Évolution de l'emploi salarié Île-de-France / France, depuis le 1^{er} trimestre 2008 (données CVS)



Évolution du nombre de salariés entre le 4^{ème} trimestre 2008 et le 4^{ème} trimestre 2009, par département (données CVS)



L'emploi salarié au 4^{ème} trimestre 2009

q Le recul de l'emploi salarié affecte la plupart des activités du secteur concurrentiel.

q L'industrie continue à supprimer des emplois à un rythme élevé : -4,4% en un an, soit plus de 20 000 suppressions de postes.

q Le secteur tertiaire a détruit environ 68 000 emplois en Île-de-France en un an (57 000 hors intérim).

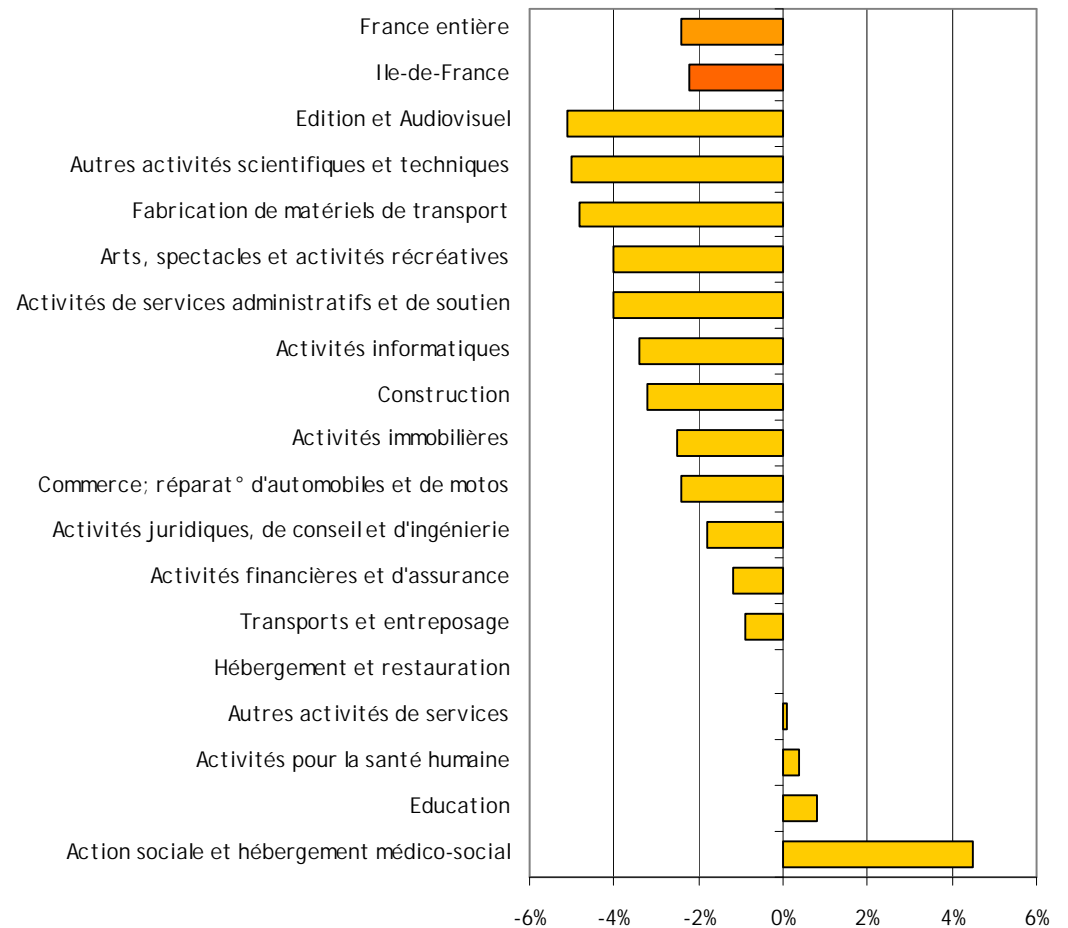
q La diminution des effectifs ralentit dans les activités de services administratifs et de soutien (incluant l'intérim, le nettoyage, la sécurité et les centres d'appels) selon l'URSSAF, notamment grâce au redémarrage de l'intérim.

q L'hôtellerie-restauration est maintenant à l'équilibre.

q L'emploi salarié recule vivement dans la construction : -3,2% en un an.

q Quelques activités liées aux services à la personne enregistrent toujours une croissance annuelle de leur emploi. La hausse la plus significative concerne l'action sociale.

Évolution de l'emploi salarié Île-de-France / France entre le 4^{ème} trimestre 2008 et le 4^{ème} trimestre 2009 (données CVS)



L'activité partielle en février 2010

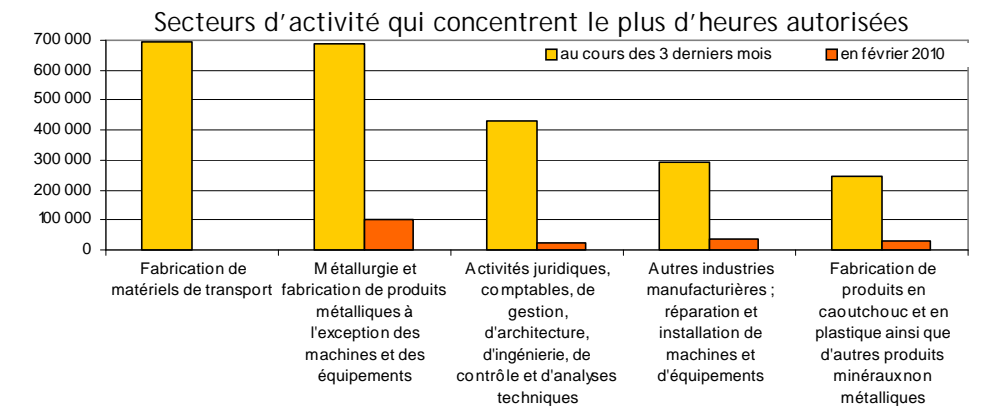
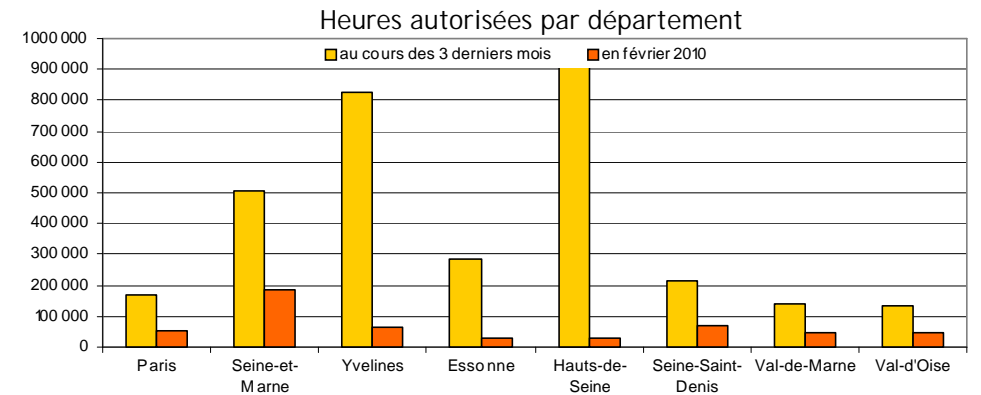
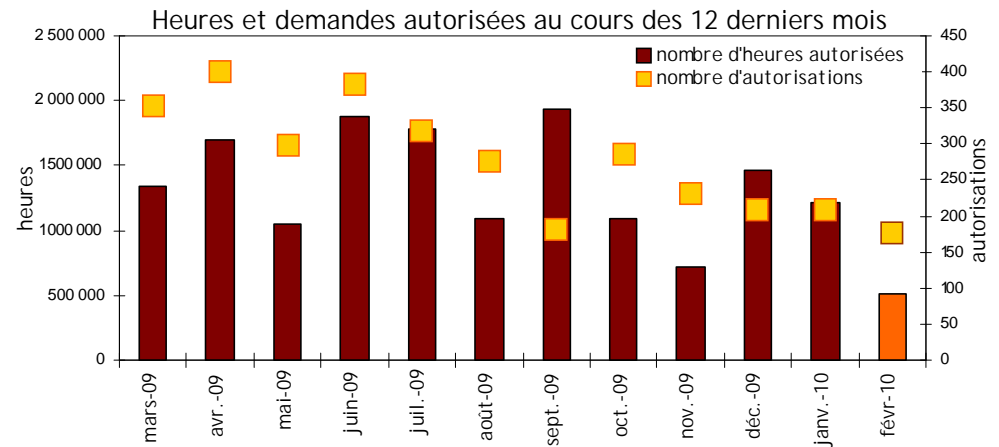
q Avec 176 autorisations de recours accordées en février 2010 au titre de la conjoncture économique, la tendance à la diminution des demandes, observée depuis novembre dernier, se confirme.

q le volume d'heures correspondant est également en nette baisse : 514 266 heures autorisées en février 2010, soit le plus bas niveau de ces 12 derniers mois.

q L'industrie manufacturière concentre la moitié des heures autorisées en février 2010 (majoritairement pour la Seine-et-Marne).

q il s'agit essentiellement de TPE/PME : seules 2 autorisations concernent des établissements industriels manufacturiers de plus de 150 salariés.

q 1 seule autorisation supérieure à 40 000 heures ce mois, pour un grand hôtel parisien.



Répartition par territoire gestionnaire	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations en février 2010	176	19	44	18	7	17	34	19	18
cumul 2010	383	42	94	55	15	37	69	35	36
Heures associées en février 2010	514 266	51 253	184 712	61 271	27 479	29 053	72 071	43 618	44 809
cumul 2010	1 727 730	117 907	408 382	590 985	42 065	214 289	172 233	81 486	100 383
Salariés concernés en février 2010	3 232	542	880	342	201	128	625	308	206
cumul 2010	8 750	910	2 170	2 270	260	650	1 080	790	620

Les procédures de licenciement collectif en février 2010

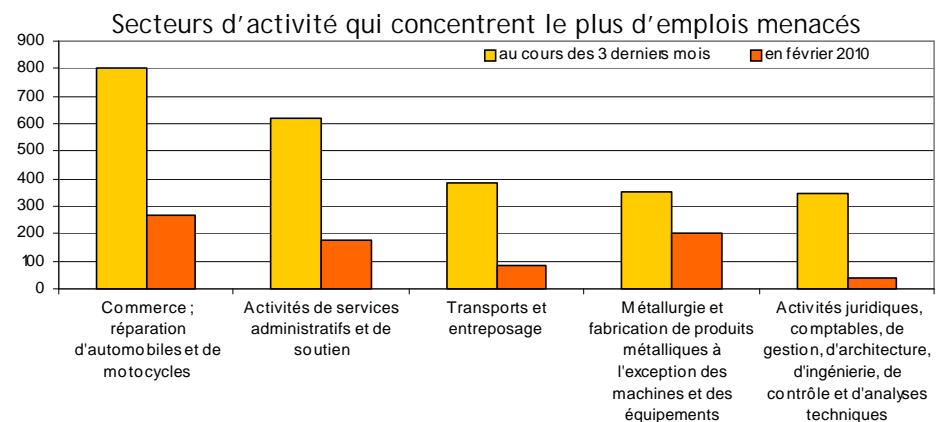
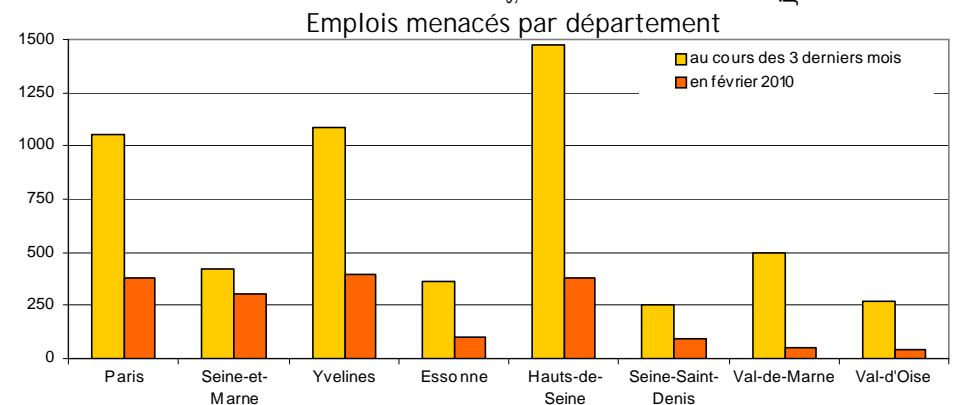
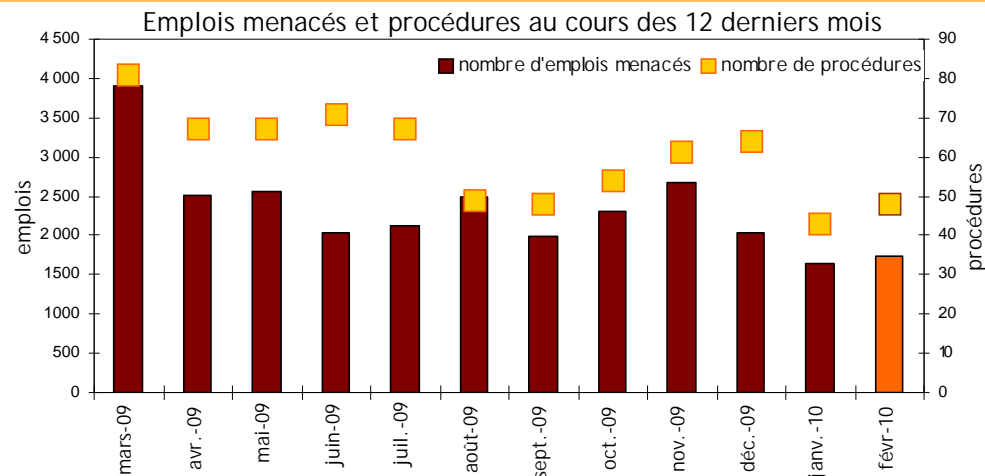
q 48 procédures notifiées à l'administration en février 2010, pour un total de 1 747 emplois ainsi menacés : des niveaux comparables à janvier 2010, relativement bas par rapport à ces 12 derniers mois.

q seules 3 procédures sont susceptibles de conduire à la suppression de plus de 100 emplois

q Parmi les emplois menacés par les procédures ouvertes en février 2010 : 50 sont susceptibles d'être délocalisés hors de l'Ile-de-France et 400 sont concernés par une liquidation judiciaire

q $\frac{2}{3}$ des emplois menacés relèvent du tertiaire : le commerce, de gros essentiellement, les services administratifs/de soutien et le transport /entreposage restent les plus impactés

q Proportionnellement à l'emploi salarié, le département des Yvelines est le plus concerné par les suppressions d'emploi envisagées, en février 2010 comme pour ces 3 derniers mois



Répartition par territoire impacté	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Procédures en février 2010	48	9	8	8	2	10	5	4	2
cumul 2010	91	19	12	16	6	17	9	5	7
Salariés concernés en février 2010	1 747	382	305	395	101	381	94	47	42
cumul 2010	3 381	648	403	812	309	743	192	65	209

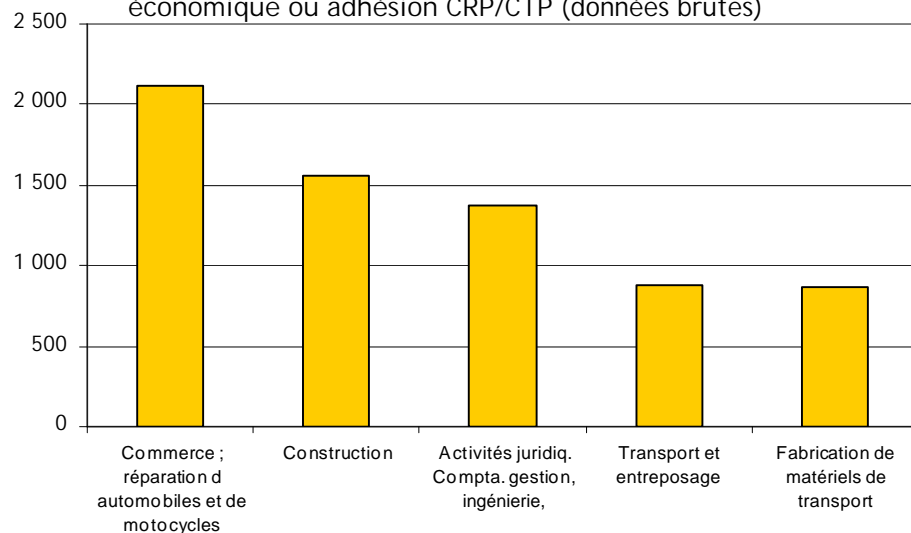
Les inscriptions à Pôle emploi après un licenciement économique ou après une adhésion CRP/CTP, à fin janvier 2010

q Environ 5 800 personnes se sont inscrites à Pôle emploi en janvier 2010 à la suite d'un licenciement économique ou d'une adhésion à une CRP ou au CTP (données CVS).

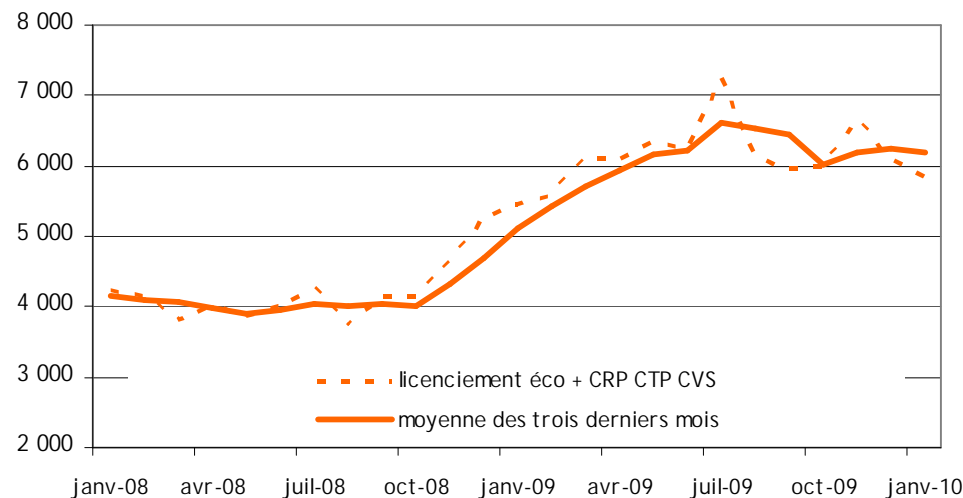
q Ce flux d'entrées, inférieur aux plus hauts niveaux observés à l'été dernier, reste élevé et bien supérieur aux chiffres de 2008.

q Au cours des trois derniers mois, trois secteurs se détachent parmi les inscrits pour ces motifs : le commerce de détail, la construction et les activités scientifiques et techniques (ingénierie technique notamment). L'industrie dans son ensemble vient ensuite.

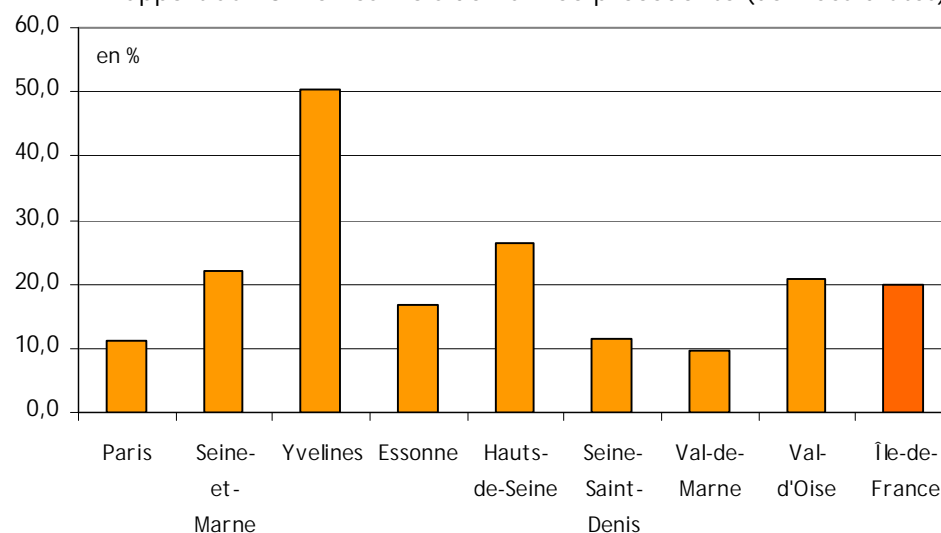
Principaux secteurs d'activité antérieurs des inscriptions à Pôle emploi au 4^{ème} trimestre 2009 suite à licenciement économique ou adhésion CRP/CTP (données brutes)



Nombre d'inscriptions à Pôle emploi après licenciement économique ou après adhésion CRP/CTP (données CVS)



Évolution du nombre d'inscriptions à Pôle emploi après licenciement économique ou adhésion CRP/CTP, au cours des 3 derniers mois, par rapport aux 3 mêmes mois de l'année précédente (données brutes)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DRTEFP / SEPES